



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CORREZE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC  
LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'URBANISME ET DU CADRE DE VIE

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

~~~~~  
Arrêté préfectoral complémentaire prescrivant à la  
société SICAME la surveillance initiale dans le cadre  
de la deuxième phase de l'action nationale de  
recherche et de réduction des substances dangereuses  
dans le milieu aquatique  
~~~~~

Le préfet de la Corrèze,  
Chevalier de l'Ordre National de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité  
environnementale dans le domaine de l'eau ;

Vu la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances  
dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

Vu la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique  
communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

Vu le code de l'environnement, notamment son titre 1<sup>er</sup> des parties réglementaires et  
législatives du Livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement codifiée à  
l'annexe de l'article R511-9 du code de l'environnement ;

Vu les articles R211-11-1 à R211-11-3 du titre 1 du Livre II du code de l'environnement  
relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par  
certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces  
soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations  
classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005  
relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines  
substances dangereuses ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre  
la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu la circulaire DPPR/DE du 4 février 2002 qui organise une action nationale de recherche et  
de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées ;

Vu la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du « bon état » ;

Vu la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 définissant les « normes de qualité environnementales provisoires (NQE<sub>p</sub>) » et les objectifs nationaux de réduction des émissions de certaines substances ;

Vu la circulaire du 5 janvier 2009 relative à la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15 janvier 2008 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 novembre 1988 autorisant la société SICAME exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune d'Arnac-Pompadour ;

Vu le courrier de l'inspection en date du 20 juillet 2009 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu le courrier électronique de la société SICAME en date du 3 novembre 2009 en réponse ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 30 novembre 2009 ;

Vu l'avis en date du 28 janvier 2010 du Conseil Départemental de l'Environnement des Risques Sanitaires et Technologiques de la Corrèze;

Vu les résultats du rapport établi par la société SGS présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementales dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE susvisée ;

Considérant les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

Considérant la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

Considérant les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

Considérant que l'établissement rejette dans le bassin versant de la masse d'eau déclassée FRFR46B, déclassée de par la présence excédentaire d'acide chloroacétique, de cuivre et de ses composés et de DEHP, mais que ces substances n'apparaissent pas dans la liste des substances en italique relative au secteur d'activité du traitement de surface (liste numérotée 21 dans l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée), le cuivre et ses composés étant dans la liste des substances en gras à suivre de ce même secteur d'activité;

Considérant que les résultats obtenus dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ont fait apparaître la présence de benzo (b) fluoranthène, benzo (k) fluoranthène, d'anthracène et de pentabromodiphényléther, substances dangereuses prioritaires au sens de l'annexe X de la directive 2000/60/CE qui n'apparaissent pas dans la liste des substances en gras à suivre du secteur d'activité précité ;

Considérant que les résultats obtenus dans le cadre de la première phase de recherche de substances dangereuses dans l'eau ont fait apparaître la présence de chloroforme, de chrome, de cuivre, de nickel, de zinc, de trichloroéthylène et de tétrachloroéthylène, substances apparaissant dans la liste des substances en gras du secteur d'activité précité ;

Considérant qu'en application de l'article R512-31 du code de l'environnement, sur proposition de l'inspection des installations classées et après avis du conseil départemental de l'environnement des risques sanitaires et technologiques, le préfet peut, par arrêté complémentaire, fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

### **Article 1 : Objet**

La société SICAME dont le siège social est situé avenue Basile Lachaud à Arnac-Pompadour (19230), doit respecter, pour ses installations situées à la même adresse, les prescriptions du présent arrêté préfectoral complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau afin d'améliorer la connaissance qualitative et quantitative des rejets de ces substances.

Les prescriptions des actes administratifs antérieurs, en particulier l'arrêté préfectoral en date du 8 novembre 1988 susvisé, sont complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

2.1. Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral.

2.2. Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux résiduaires », pour chaque substance à analyser.

2.3. L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvements et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
  - a. Numéro d'accréditation
  - b. Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels
3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 5.2 de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

Les modèles des documents mentionnés aux points 3 et 4 précédents sont repris en annexe 1 du présent arrêté préfectoral complémentaire.

2.4. Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés aux paragraphes 3.2. à 3.6. du document figurant en annexe 3 du présent arrêté et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

### Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre (en µg/l)
Rejets d'eaux résiduaires	Nonylphénols	1 mesure par mois pendant 6 mois (*)	24 h représentatives du fonctionnement de l'installation	0,1
	Cadmium et ses composés			2
	Chloroforme			1
	Chrome et ses composés			5
	Cuivre et ses composés			5
	Fluoranthène			0,01
	Mercurure et ses composés			0,5
	Naphtalène			0,05
	Nickel et ses composés			10
	Plomb et ses composés			5
	Zinc et ses composés			10
	Trichloroéthylène			0,5
	Tétrachloroéthylène			0,5
	Benzo (k) fluoranthène			0,01
	Benzo (b) fluoranthène			0,01
	Anthracène			0,01
Diphényléther pyolybromés (BDE 47, 99, 100, 154, 153, 183, 209)	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ équivalente dans l'eau de 0,05 µg/l pour chaque BDE.			
Les émissions de chloroalcanes C10-C13 sont à évaluer qualitativement, par exemple par le biais de bilans matières mensuels sur 6 mois, notamment en cas de présence de ces substances dans les huiles de coupe utilisées pour les activités d'usinage, à moins que l'exploitant apporte la preuve que les produits utilisés sont exempts de ces substances.				
(*) Pour les substances suivantes, la surveillance pourra être levée après la deuxième mesure mensuelle sous réserve que les seuils de quantification des substances concernées ne soient pas atteints et que les analyses aient été menées conformément à l'annexe 3 du présent arrêté, après demande auprès de l'inspection des installations classées : chrome, trichloroéthylène, cadmium, mercure, naphtalène.				

La DCO et les MES seront analysées selon les dispositions de l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

### Article 4 : Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées.

Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les six échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des six mesures et les limites de quantification de chaque mesure ;

- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même les prélèvements des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et produits utilisés ;
- la preuve, le cas échéant, de l'absence de chloroalcanes C10-C13 dans les produits, tel que mentionné à l'article 3 du présent arrêté ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander l'abandon de la surveillance pour certaines substances. L'exploitant pourra notamment demander la suppression de la surveillance des substances présentes dans le rejet des eaux industrielles qui répondront à au moins l'une des trois conditions suivantes (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1. et 3.2. qui la composent sont tous les deux respectés) :

1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;
2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie pour cette substance à l'annexe 5.2. du document figurant à l'annexe 3 du présent arrêté préfectoral complémentaire ;

3. 3.1. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à  $10 \times \text{NQE}$  (norme de qualité environnementale ou, dans l'attente de leur adoption en droit français,  $10 \times \text{NQEp}$ , norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

ET 3.2. Tous les flux journaliers calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur (le flux admissible étant calculé à partir du produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).

- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la suite de la surveillance ;
- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

#### **Article 5 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets – Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux**

Les résultats des mesures du mois N réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet et sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Dans l'attente de la possibilité d'utilisation généralisée à l'échelle nationale de l'outil de télédéclaration du ministère ou si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration mentionné à l'alinéa précédent, il est tenu de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances figurant en annexe 2 du présent arrêté.

**Article 6 : Sanctions**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

**Article 7 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié à la société SICAME.

**Article 8 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif :

- 1 - par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié ; il peut également, dans ce délai, saisir le préfet d'un recours administratif ; cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux de deux mois ;
- 2 - par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

**Article 9 : Publicité**

Il sera fait application des dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement pour l'information des tiers :

- copie de l'arrêté complémentaire sera déposée à la mairie d'Arnac-Pompadour et pourra y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché dans la mairie d'Arnac-Pompadour, pendant une durée minimale d'un mois ;
- procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation ;
- un avis sera inséré, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de la Corrèze.

**Article 10 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Corrèze, le sous-préfet de Brive, le maire d'Arnac-Pompadour et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tulle, le 9 MAR 2010

Le préfet,  
Pour le préfet,  
et par délégation,  
le secrétaire général

Erie CLUZEAU